

CENTRALE ÉLECTRIQUE EN CYCLE COMBINÉ DE HADJRET EN-NOUSS (TIPASA)

Signature hier de la convention
d'investissements entre l'ANDI et SKH

La convention d'investissements entre l'Agence nationale de développement des investissements (ANDI) et Shariket Kahraba Hadjret En Nouss (SKH SPA) a été signée hier à Alger. Celle-ci définit les avantages et facilitations accordés par l'ANDI au titre de la réalisation de l'investissement et de l'exploitation de la centrale combinée (gaz naturel et fioul) pour une durée de trois à cinq ans.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Par la signature de cette convention d'investissement, SKH, qui exploitera cette centrale pendant 20 ans, bénéficiera de plusieurs avantages. Pour l'investissement, ceux liés à la réalisation de ce projet concernent notamment l'exonération et la franchise, sur une durée de trois ans, des droits, taxes, impositions et autres prélèvements sur les acquisitions opérées par l'importation ou sur le marché local des biens et services nécessaires à la réalisation du projet. Ils concernent également l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés immobilières affectées à la production. Quant aux avantages accordés au titre de l'exploitation, ils portent sur l'exonération, sur une durée de cinq ans, de l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS) et de la taxe sur les activités professionnelles (TAP). Cette centra-

le aura une puissance de 1 222 mégawatts et une capacité annuelle de production initiale d'environ 9 900 GWh. Le coût global de l'investissement est estimé à 67 milliards de dinars, soit 826 millions de dollars. Il est financé par les fonds propres de la société SKH à hauteur de 30% et par un crédit à long terme à hauteur de 70% octroyé par un groupe constitué de quatre banques

locales, à savoir la Banque extérieure d'Algérie (BEA, chef de file), la Banque nationale d'Algérie, le Crédit populaire d'Algérie et Cnep Banque. Il s'agit d'un financement de projet sans garantie de l'Etat et sans recours aux actionnaires. La date de livraison partielle de la centrale électrique est prévue en septembre 2008. Les contrats stipulent, avec une grande précision, que la réception de la première tranche (409 mW) doit se faire le 20 septembre 2008, la seconde (409 mW) le 20 octobre 2008 et la troisième le 20 novembre de la même année. Pour rappel, SKH SPA est une société par actions créée en partenariat entre la

société Algerian Utilities International Limited (AUIL : Snc Lavalin et Mubadala), Algerian Energy Company (AEC), Sonelgaz et Holding SIP (Sonatrach investissement et participation). Le capital social de SKH SPA est de 19,7 milliards de dinars. Il est détenu par la société AUIL à hauteur de 51%, AEC à hauteur de 29%, Sonelgaz et le holding SIP 10% des parts chacune. L'énergie produite par cette centrale sera achetée par quatre sociétés de distribution de Sonelgaz (SD Alger, SD Centre, SD Est, SD Ouest) pour un tarif hors taxe de 1,898 DA par kWh et sera destinée au réseau national.

L. M.

Une dizaine de conventions seront signées
prochainement pour 5,6 milliards de dollars

Le directeur général de l'Agence nationale de développement des investissements (ANDI) Abdelkrim Mansouri a indiqué hier qu'une dizaine de conventions d'investissements seront signées dans les prochains jours, totalisant un volume d'investissements global de 5,6

milliards de dollars. Ces projets d'investissements devront générer près de 26 000 emplois et concerneront les domaines du tourisme, du dessalement d'eau de mer, de la sidérurgie et de la pétrochimie. Pour l'année 2008, l'ANDI table sur un volume des investissements arabes en

Algérie d'environ 19 milliards de dollars. Il s'agit, entre autres, de projets de réalisation d'un complexe sidérurgique à Ballara, dans la wilaya de Jijel, et la réalisation, d'une usine d'ammoniac et d'urée sise à Arzew, Marsat-El-Hadjadj dans la wilaya d'Oran.

L. M.

UGTA

L'union de la wilaya d'Alger dénonce «des pseudo-syndicalistes»

L'union de la wilaya d'Alger a dénoncé, hier, le sit-in organisé dimanche dernier par un groupe de syndicalistes de l'UGTA. Qualifiés de «pseudo-syndicalistes», ces derniers sont accusés de créer «la division et la suspicion» au sein des instances locales de la capitale.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - «L'Union de wilaya et les unions locales de la wilaya d'Alger se sont réunies à l'effet de répondre aux agissements, comportements et déclarations tendancieuses de pseudo-syndicalistes visant à créer la division et la suspicion au sein des syndicalistes afin de porter atteinte à la stabilité de la wilaya d'Alger. Ces pseudo-syndicalistes, dont certains n'ont aucune responsabilité depuis plus de

huit ans et d'autres ne sont même pas adhérents à l'UGTA ou sous l'effet de mesures disciplinaires alors que d'autres ne représentent qu'eux-mêmes dans leur secteur d'activité ou leur entreprise», peut-on lire dans un communiqué de l'Union de la wilaya d'Alger parvenu hier à notre rédaction.

La réaction de cette instance, l'une des plus importantes de l'UGTA, fait suite au sit-in organisé dimanche dernier

devant son siège. Ce rassemblement avait été sanctionné par une déclaration appelant le secrétaire général de l'UGTA à «réunir les conditions appropriées pour l'organisation du prochain congrès de l'union de la wilaya d'Alger». «Les organisateurs de cet attroupement, qui s'est déroulé devant un siège en pleine réfection, n'ont aucune crédibilité. D'ailleurs, ils ont évité de signer leur déclaration. Certains sont eux-mêmes à la tête d'instances qui n'ont pas été renouvelées depuis plus de 10 années», a précisé, hier, un responsable syndical de la capitale. Selon lui, l'objectif de cette

initiative vise directement le secrétaire général de l'union de wilaya, Salah Djenouhat en l'occurrence. «Ils espèrent déstabiliser Djenouhat avant la tenue de la Commission exécutive nationale», ajoute notre interlocuteur qui a requis l'anonymat. Annoncée pour le 25 de ce mois, la CEN a finalement été reportée à une date ultérieure. Selon lui, l'action de dimanche n'a eu «aucun effet».

«Au contraire, l'union d'Alger a reçu un nombre important de messages de soutien de la part de fédérations et d'instances locales et de wilaya».

T. H.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES POUR 2007

L'essor manqué de l'industrie

Avec un taux de croissance d'à peine 0,8 % à la clôture de l'année 2007, l'industrie reste le secteur qui peine à amorcer son essor. Ceci alors que, globalement, l'économie nationale a engrangé de bons résultats, selon la prévision de clôture 2007, présentée hier en Conseil de gouvernement par le délégué chargé à la planification.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Cette prévision note, en effet, un accroissement du produit intérieur brut (PIB), comparative-

ment à l'année 2006. Il a été de 9 390 milliards de dinars, soit une hausse de 3% par rapport à l'année qui a précédé. Calculée hors hydrocarbures, cette croissance atteint les 6%. Considéré en

termes de revenu par personne, le PIB a été de 3 968 dollars, soit une hausse de 13% par rapport à 2006.

La croissance économique, durant l'année 2007, a été encore boostée par le secteur du bâtiment et des travaux publics qui a enregistré un taux de croissance de 9,5%, suivi des services (6,8%) et l'agriculture (5%).

Par ailleurs, le volume des importations a augmenté considérablement durant l'année 2007. Il a atteint les 27,8 milliards de dollars, soit une hausse de 30% par

rapport à 2006. L'épargne nationale, elle, a été de l'ordre de 5,32 milliards de dinars, soit une hausse de 11,4% par rapport à 2006. Les recettes fiscales ont été de l'ordre de 3 688 milliards de dinars. Les prix à la consommation ont connu une croissance de 3,5%, alors qu'en 2006, ils n'ont connu que 2,5%. Le taux de chômage a baissé. De 12,6% en 2006, il est passé à 11,8% en 2007. L'inflation, elle, a connu un tracé de courbe inverse. Elle est passée de 2,5% en 2006 à 3,5% en 2007.

S. A. I.

ÉMEUTES DE BERRIANE

28 personnes arrêtées

Le ministre de la Communication, Abderrachid Boukerzaza, a indiqué hier en marge du point de presse hebdomadaire qu'il anime pour rendre compte des sessions du Conseil de gouvernement, que 28 personnes ont été arrêtées parmi les bandes de jeunes qui ont mis la localité de Berriane à feu et à sang. Parmi ces personnes arrêtées, a précisé le ministre, figurent les fameux encagoulés. Boukerzaza a fait état également de l'ouverture d'une enquête pour faire toute la lumière sur ces tragiques événements, notamment sur les mystérieux encagoulés. Il a en outre souligné qu'une commission est à pied d'œuvre pour l'évaluation des dégâts.

S. A. I.

LA COMMISSION EUROPÉENNE

NE VEUT PAS DE HOULE

EN MÉDITERRANÉE

Les fantasmes non
accomplis du couple
Sarkozy-Kouchner

De notre bureau de Bruxelles, Azizou Mokhtari

Hier, à Bruxelles, la Commission européenne a défini ce que devra être — ou ne pas être — l'Union pour la Méditerranée.

Une lecture s'impose : Bruxelles a humilié le président français en le renvoyant aux fondamentaux de l'UE. D'un mot : ni la Méditerranée, ni l'Europe ne sont la France.

Le 13 juillet prochain à Paris, le président français se retrouvera devant une coquille vide. Son fantasmagorie projet d'Union méditerranéenne, recadré par l'Allemagne pour devenir Union pour la Méditerranée, vient d'être, hier, encore écorné, vidé du contenu que voulait lui donner N. Sarkozy. La Commission européenne a, en effet, recommandé — décidé serait tout autant une formulation exacte — de coller l'UPM au processus de Barcelone. Même l'intitulé devrait en référer à la capitale catalane, selon les experts européens. Il n'est donc pas du tout exclu qu'à la mi-juillet, l'on sorte avec un nouveau cadre baptisé, tout simplement, «processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée». Plusieurs commissaires de l'UE ont, en tout cas, hier, plaidé en ce sens. Et l'humiliation ne s'arrête pas là pour le sanguin et atypique locataire de l'Elysée. Les 27 ont trouvé une formule impaire, magique pour l'empêcher de co-présider, au nom de la rive nord, le nouvel assemblage. En indiquant le strict respect du traité de Lisbonne, Bruxelles barre la route à Sarkozy. Selon le texte fondamental lisboète, ce sont le futur président du conseil de l'UE et le président de la Commission qui feront fonction, par le pays hôte, du nouvel ensemble. Le président français ne peut prétendre à la fonction qu'à la fin de 2008 et s'il y a consensus. En fait, les commissaires européens, aussi perfides que vigilants, obligent les responsables français à emprunter une petite porte. Les mauvaises nouvelles ne s'arrêtent, pourtant, pas là pour le malheureux président français. Plusieurs pays européens émettent des réserves importantes quant à l'attitude de Paris par rapport à plusieurs dossiers méditerranéens. Il est reproché à la diplomatie française son alignement sur les thèses d'Israël concernant la question palestinienne et sur celles des Etats-Unis sur le Liban. «On ne peut pas, nous a déclaré, hier, à Bruxelles, une source autorisée, vouloir un consensus dans le pourtour méditerranéen, et ignorer le Hezbollah au Liban, le Hamas à Gaza et même l'Autorité palestinienne à Ramallah». L'étrange numéro du tandem Sarkozy-Kouchner consistant à distribuer les postes, au nom de l'Union pour la Méditerranée, un secrétariat permanent par-ci pour Tunis, un secrétaire général par-là pour Rabat, une co-présidence pour Mubarak et quelques autres boutillées pour d'autres dociles élèves, a fini par exaspérer Berlin, Londres, Rome et Madrid. Emmenés par la chancelière allemande, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne, ont donc clairement indiqué à la France que l'Union pour la Méditerranée n'est pas, ne saurait pas être autre chose qu'un prolongement, un complément du processus de Barcelone. Selon des sources traditionnellement crédibles et informées, la Turquie ne tardera pas à annoncer sa non-participation à la parade du 13 juillet de Paris. Encore un camouflet pour Sarkozy ! Il est donc à parier que les jours et semaines qui viennent, le président français dépêchera à Alger d'autres émissaires, après Michèle Alliot-Marie et Bernard Kouchner, pour tenter de convaincre de la présence de Bouteflika à la grand-messe. Histoire de ne pas perdre totalement la face. On parle, déjà, ici de l'arrivée imminente à l'aéroport Houari-Boumediène de Rachida Dati et de Fadéla Amara. La garde des Sceaux de mère algérienne et la génitrice du plan «anti-glandouille» pour les banlieues, dont les deux parents sont du bled, arriveront-elles à réussir là où les grosses pointures hexagonales des affaires étrangères et de l'intérieur ont échoué. N. Sarkozy est en redouté, pour bluffer le président algérien, à faire appel à la incantation parentale, «daawat el walidine». Celle de la mère de Dati et des parents de Amara.

A. M.

AFFAIRE BOURICHA

L'ex-wali de Blida a été entendu
dimanche par la Cour suprême

L'ex-wali de Blida, Mohamed Bouricha, a été entendu dimanche dernier par le magistrat conseiller auprès de la Cour suprême, apprend-on de sources bien informées. Etant le dernier à être auditionné sur le fond après que toutes les personnes impliquées dans son affaire soient entendues, Mohamed Bouricha est poursuivi, rappelez-le, pour dilapidation, corruption, trafic d'influence, faux et usage de faux et passation de marchés contraires à la législation.

Il a démissionné de son poste, en juin 2005, suite à l'incarcération de son fils dans une affaire de trafic de voitures de luxe. Il y a lieu de souligner qu'un mandat d'amener a été lancé à l'encontre d'un ex-sénateur, actuellement dans l'agriculture, qui n'a pas répondu à la convocation de la Cour suprême.

M. B.